



# contre la précarité pour la justice et la liberté

**TOUTES ET TOUS  
mobilisé-e-s le 5 décembre 2020**

La journée du 5 décembre 2020 est une journée de mobilisation annuelle contre la précarité, pour l'emploi et les droits des privés d'emploi. Alors que le chômage et la pauvreté explosent, que le confinement n'arrête ni les licenciements, ni les restructurations, cette journée revêt une importance particulière.

L'augmentation du chômage et de la pauvreté est un problème pour toutes et tous car elle est utilisée pour organiser le chantage à l'emploi et tirer les droits et salaires vers le bas !

Les rassemblements et action d'entreprise, la lutte des travailleur-se-s, doivent converger avec les actions menées dans le cadre de la journée nationale contre « la loi sécurité globale ». Violences sociales, répressions et violences policières, dont l'invisibilisation serait facilitée par ce projet de loi, font partie d'une même politique d'injustices visant certaines populations.

La cacophonie la plus complète règne au sein du gouvernement et de la majorité parlementaire après l'annonce, ce lundi 30 novembre, de la réécriture intégrale de l'article 24 de la proposition de loi Sécurité globale. Pour faire bonne figure aux yeux de l'opinion après le succès sans précédent des mobilisations populaires du 28 novembre, le gouvernement et la majorité parlementaire tentent d'éteindre le feu qu'ils ont eux-mêmes allumé.

Ils essaient de sortir l'article 24 de la proposition de loi Sécurité globale... pour mieux inclure ses dispositions dans l'article 25 de la loi sur le séparatisme. Et les articles 21 et 22 sont toujours là, visant l'instauration d'outils de surveillance de masse. L'utilisation des drones avec caméras (article 22) menace la liberté d'expression et de manifestation et rend illusoire la protection des sources des journalistes et lanceur-se-s d'alerte.

Ces dispositions liberticides, ainsi que celles du Schéma national du maintien de l'ordre, représentent une menace pour le droit de manifester, de revendiquer, d'informer et d'être informé et doivent disparaître. Dans cette période de crise où le gouvernement et les possédants imposent de nouveaux sacrifices aux travailleur-se-s et préparent le recul inédit de nos droits, ils s'attendent aussi à des réactions sociales. Et ils se préparent à les museler, y compris de façon violente.

Cette journée d'appel sur l'Aire Urbaine Belfort Montbéliard doit nous permettre notamment de mettre en avant notre exigence de moratoire sur les licenciements et restructurations, de conditionnalité des aides publiques, d'augmentation des minima sociaux, de rémunération à 100% du chômage partiel, d'abandon de la réforme de l'assurance chômage et de la réforme des retraites.

**Elle doit aussi nous permettre de nous exprimer pour dénoncer et dire stop à la casse de notre modèle social, de nos services publics, notre industrie.**

**NON aux réformes du système de retraite, OUI pour une retraite par répartition,**

**NON à la détérioration des conditions de travail, OUI à un emploi de qualité avec une rémunération à la hauteur du travail fourni,**

**NON à la casse de la sécurité sociale, OUI à l'application des cotisations patronales,**

**NON à la stigmatisation des demandeurs d'emploi et à la casse de leur couverture sociale, OUI à l'emploi,**

**Ensemble le 5 décembre nous gagnerons de nouveaux droits, imposons un autre choix de société, exigeons de vivre dignement ! exigeons des moyens pour la santé ! exigeons la liberté et la justice !**

## **RASSEMBLEMENT 14h00 PLACE CORBIS BELFORT**

Ne pas jeter sur la voie publique